Trentième Année. — N° 49 — UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. — MERCREDI 18 FÉVRIER 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, *place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34*
*Bruxelles, à l'*OFFICE DE PUBLICITÉ

ROUBAIX, LE 17 FÉVRIER 1885.

LA RÉSURRECTION DES 363

Les trente députés opportunistes qui sont allés chercher au palais du Luxembourg un refuge contre les rigueurs du suffrage universel ont complètement modifié le tempérament du Sénat. On ne reconnaîtrait plus l'ancienne Chambre haute. Ce n'est pas qu'avant son dernier renouvellement partiel, cette assemblée fût à l'abri de toute critique. On lui reprochait avec raison sa timidité, ses défaillances, ses contradictions sans nombre, ses trop fréquentes capitulations, mais personne ne songeait à l'accuser d'improbité et de mauvaise foi. Au début, le Sénat avait été soumis à l'influence des groupes de droite, et jusqu'aux élections du mois de janvier 1885, il avait su conserver quelques-unes des traditions de loyauté et de justice que lui avaient léguées les chefs de la majorité conservatrice de 1876. Jamais il n'avait eu deux poids et deux mesures dans la vérification des pouvoirs de ses membres, jamais il n'avait profité de quelque prétexte puéril pour ordonner des enquêtes sur des scrutins inattaquables, et il s'était fait un point d'honneur de laisser le monopole des invalidations scandaleuses à la Chambre des députés.

Ce Sénat, qui était capable d'avoir des scrupules de conscience, est maintenant passé à l'état de souvenir historique. Le suffrage pyramidal sorti tout armé du cerveau de M. Ferry, fait triompher au Palais du Luxembourg la politique telle qu'on la comprend dans les cafés des chefs-lieux de cantons. Donner toujours raison à ses amis, faire autant de mal que possible à ses ennemis et, chaque fois qu'un intérêt de parti est en jeu, fouler hardiment aux pieds la légalité, la justice et le bon sens : telles sont les maximes que l'on enseigne dans les jacobinières opportunistes, tel était aussi le programme dont les 363 sortis victorieux de la grande bataille électorale du mois d'octobre 1877, ont poursuivi l'application avec une rigueur impitoyable.

Aujourd'hui, c'est au Luxembourg que se retrouve l'esprit des 363. Jamais résurrection ne fut plus complète. Tout ce qu'il y avait d'étroit, de violent, d'effronté, dans l'Assemblée élue au mois d'octobre 1877, revit dans la majorité sénatoriale dont M. Tolain est le pontife suprême et M. Ninard l'orateur le plus autorisé.

On sait quel dédain les 363 professaient pour les décisions de l'autorité judiciaire. Sous prétexte que la magistrature était suspecte de tendances conservatrices, ils n'admettaient pas que l'omnipotence des représentants de la nation pût être tenue en échec par un arrêt de justice. La nouvelle majorité sénatoriale va bien plus loin encore. Ce n'est plus seulement le personnel des cours et des tribunaux qui ne possède pas sa confiance. Elle tient en suspicion le Conseil d'Etat lui-même qu'elle ne trouve pas assez républicain. Et tout cela parce qu'il faut à tout prix que les élections de l'Eure soient validées. Peu importe qu'elles soient entachées d'une illégalité manifeste, l'intérêt de la République exige que le duc de Broglie soit exclu du Sénat.

De même qu'il est indispensable de valider par un coup de force les irrégularités monstrueuses dont sont entachées les opérations électorales de l'Eure, de même il faut mettre en œuvre toutes les ressources dont la procédure parlementaire peut disposer pour retarder la vérification des pouvoirs des sénateurs du Finistère. Les griefs allégués contre cette élection étaient tellement illusoires, tellement chimériques que M. Tolain lui-même n'a pas osé demander une invalidation. Mais c'est ici que nous retrouvons l'esprit des 363. Il a suffi qu'une protestation dénuée de toute espèce de preuves ait signalé en termes vagues de prétendues manœuvres du clergé, pour que le Sénat se soit empressé d'ordonner une enquête. De même que les pensionnaires de l'Hôtel des Invalides trouvent plaisir à se raconter les anciennes campagnes qu'ils ont faites en commun, de même les retraités de l'opportunisme en se retrouvant au Luxembourg n'ont pu résister à la tentation de répéter une fois de plus le vieux cri de guerre du maître : « le cléricalisme voilà l'ennemi ! »

Le journal le *Temps* publie la lettre suivante :

Mon cher ami,

J'étais absent du Sénat vendredi dernier au moment où l'on a voté sur la proposition d'enquête de M. Tolain. Je vois, par le *Journal officiel*, que quelqu'un de mes collègues a cru pouvoir faire emploi de mes bulletins et me faire voter en faveur de l'enquête. Je le regrette d'autant plus que mon sentiment était absolument contraire à la mesure dont il s'agissait, et je m'explique d'autant moins l'usage qui a été fait de mon nom que rien dans ma conduite parlementaire n'était de nature à l'autoriser.

Je réclame, cela va sans dire, auprès de la présidence, mais je vous prie de donner en outre à ma protestation la publicité de votre journal.

Mille amitiés. ED. SCHŒRER, sénateur.

LA CAISSE DES ÉCOLES

Le *Journal officiel* a publié, hier matin, le rapport détaillé des opérations de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires pendant l'année 1884.

Il résulte de ce travail présenté par les ministres de l'instruction publique et des finances que la construction, la transformation et l'amélioration des établissements d'enseignement secondaire ont exigé jusqu'à ce jour une dépense totale de 126.969.076 fr. 71, tant sur les fonds municipaux et départementaux que sur les fonds de l'Etat.

Cette dépense se répartit ainsi qu'il suit :

Lycées	88.541 957 54
Collèges	21.738.217 18
Etablissements d'enseignement secondaire de jeunes filles	16.688.901 99
	126.969.076 71

Pendant les sept années d'exercice de la caisse (1878-1884), 29,112 communes ont profité, soit sous forme de subventions, soit sous forme d'emprunts, de l'organisation de cette caisse.

La dépense totale s'est élevée à 435 millions 146.787 fr. 65.

Cette dépense se partage de la manière suivante entre les communes, les départements et l'Etat :

Part contributive des communes	257.487.129 »
Allocation des départements	13 109.702 »
Subventions de l'Etat	164.549.956 65
Total général	435.146.787 65

Et l'on est surpris des embarras budgétaires ! Si encore une semblable dépense était justifiée par l'intérêt réel et bien entendu de l'enseignement ! Mais non, c'est simplement l'intérêt électoral qui est en jeu.

SCRUTINS D'AVANT-GARDE

Le *Gaulois* apprécie comme il suit le résultat de l'élection sénatoriale de la Vienne :

Les manifestations électorales partielles qui viennent à se produire en ce moment ont surtout une valeur d'enseignement et de présage. A part les sympathies ou les antipathies personnelles que l'on peut éprouver pour tel ou tel nom, il importe d'examiner les scrutins au point de vue des élections générales prochaines dont ils se trouvent l'avant-garde.

La Vienne a été appelée par le sort à élire un sénateur en remplacement de M. Pelletan, inamovible décédé, de même que la Gironde aura prochainement à nommer dans les mêmes conditions le successeur de M. Dupuy de Lôme.

Gardez-vous de penser que la Vienne soit, comme le Finistère ou le Maine-et-Loire, une citadelle royaliste : parmi ses six députés, il n'y a que deux conservateurs. Le concurrent républicain de M. de Beauchamp, M. Salomon, déjà député, aurait fort bien pu être élu si, d'une part, M. de Beauchamp ne jouissait de la considération, et on peut presque dire de l'affection de tous, dans un département dont il fut vingt ans le député et du conseil général duquel il fait partie depuis tantôt quarante ans, et si, d'autre part, l'union de tous les conservateurs ne s'était faite sur ce nom recommandable à tant de titres. Enfin, les fautes criantes du gouvernement de la République, ses folies chinoises et tonkinoises, ses aberrations financières n'ont pas été non plus de médiocres facteurs du succès de M. de Beauchamp.

Si, dans la Gironde, le grand parti de l'ordre, du travail et de la paix publique sait aussi bien choisir et soutenir son candidat, il y a tout lieu d'espérer que le résultat ne sera pas moins favorable.

Ce sont là des épreuves du plus haut intérêt. Elles sont propres à relever les courages, à exercer et à discipliner nos forces électorales. La lutte, qui s'engagera dans cinq mois au plus tard, sur le terrain du suffrage universel, soit que le scrutin de liste ait été adopté comme instrument de consultation de la volonté nationale, soit qu'au dernier moment le scrutin d'arrondissement l'emporte, offrira certainement aux indépendants de toute nuance des chances infiniment plus favorables que le petit domaine des élections sénatoriales, aménagé par des adversaires sans scrupula pour les besoins de leur cause.

Si, dans les détestables conditions que la loi nouvelle a faites aux candidatures qui ne sont pas agréables au gouvernement, celles-ci peuvent l'emporter néanmoins dans un département qui semblait en majorité, comme la Vienne, acquis à la République, il doit être permis d'envisager avec quelque confiance les élections générales. On nous donne relativement à la Vienne, un renseignement qui n'est point à dédaigner : j'usqu'au dernier moment, le ministère, malgré enquêtes et pointages minutieux, aurait ignoré comment cinquante délégués sénatoriaux sur sept cent cinq allaient voter, et s'ils donneraient leurs voix à M. de Beauchamp ou les porteraient sur le candidat soutenu par l'administration.

Voilà donc un groupe important d'électeurs dont l'opinion politique, jusque-là difficile à classer d'une façon précise, s'est trouvée acquise, en dernier ressort, à l'adversaire du gouvernement. Qu'en conclure, sinon que ce groupe, image fidèle de la masse sans partipris qui ne demande pas mieux que de soutenir tout gouvernement existant, à condition qu'il soit soutenable, a compris que les fautes de celui-ci commandaient de se tourner contre lui, et c'est cette conversion qui a fait la majorité éclatante de M. de Beauchamp.

Cela prouve qu'un gouvernement qui a mis contre lui les intérêts et les consciences, finit par lasser la longanimité des électeurs les plus complaisants. — H. DE PENE.

LES REMORDS D'UN JUSTE

Il y a quelques jours, M. Andrieux, celui-là même auquel les francs-maçons ont cru et doivent encore « couper la tête, arracher la langue, » etc., M. Andrieux, disons-nous, écrivait :

« Eloignez de moi ces gants gris perle. C'est assez d'une fois ».

Plus heureux qu'au sujet du tablier maçonnique, l'ex-préfet de police est parvenu à arracher ces terribles gants de Nessus. Et maintenant, le voici qui lave ses mains dans le sang des vrais coupables, afin que celui des victimes s'apaise.

« *Lavabo inter innocentes manus meas...* »

« Il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repent que pour cent justes qui persévèrent ». Ecoutons donc ce converti qui se disculpe :

Les difficultés d'application, les résistances prévues, la nécessité d'une action violente contre des personnes qui n'opposeraient que la force d'inertie, la perspective d'employer les commissaires de police et les gardiens de la paix pour ouvrir des chapelles et des cellules, et pour en arracher des vieillards en prière, en un mot, les actes de brutalité qu'allait m'imposer ma fonction, m'inspiraient une répugnance qui devenait plus vive à mesure que l'exécution des décrets devenait plus prochaine.

J'en avais plusieurs fois parlé à M. Gambetta, qui seul avait sur la Chambre et sur le cabinet l'autorité nécessaire pour les amener à s'arrêter l'une et l'autre sur une pente au bout de laquelle il n'y avait que de la déconsidération à rencontrer, sans aucun profit, sans aucun résultat pratique pour le parti républicain.

Il ne s'agissait point, en effet, lui disais-je, d'expulser, comme à d'autres dates, les religieux du territoire français. Une telle expulsion, qui eût été contraire aux principes d'une politique libérale, eût eu du moins pour explication, sinon pour excuse, l'efficacité des mesures qu'elle eût comportées ; elle fût rentrée dans la « politique des résultats.»

Mais on allait se livrer à des actes dont l'apparence grossière et tyrannique devait aliéner aux institutions nouvelles bien des sympathies, sans aucune compensation.

L'action de la police aurait pour but et pour effet d'expulser de leurs domiciles des religieux qui iraient vivre dans le voisinage, à l'hôtel ou chez des particuliers, entre lesquels subsisterait le lien moral créé par les vœux, par la règle commune et par l'acceptation d'une même direction.

Ils allaient gagner les sympathies et le respect qu'engendre toujours la persécution; ils devaient conserver la propriété de leurs immeubles, puisqu'on était d'accord pour respecter le droit de propriété; il était même convenu qu'on laisserait dans ces immeubles quelques religieux autorisés à y rester comme gardiens; il fallait d'ailleurs prévoir que les expulsés eux-mêmes ne tarderaient pas à y rentrer peu à peu, ne fût-ce que comme visiteurs, la force publique ne pouvant être immobilisée à la porte des couvents, ni y tenir garnison.

En vérité, quel bénéfice espérait donc le gouvernement? N'allait-on pas, dans les conditions les plus défavorables, substituer la politique des manifestations stériles à la politique des résultats, et donner, comme on dit vulgairement, un grand coup d'épée dans l'eau !

Hâtons-nous d'admirer ce morceau, tant que l'auteur nous le permet. Jusqu'ici, le feuilleton de la *Ligue*, œuvre d'un homme d'esprit, n'avait guère révélé de documents que ce qu'il fallait pour faire juger de la surface d'un homme. Cette fois, c'est le volume de son jugement que nous livre M. Andrieux. Il faut bien reconnaître que ce cubage est tout à l'avantage de l'écrivain.

Jamais sentence plus claire, mieux motivée, plus sobre et plus juste, ne fut assise sur des considérants d'une plus rigoureuse exactitude. M. Andrieux a compris que, cette fois, il n'y avait plus à rire. Il a écrit pour l'histoire, et s'est servi d'un style de fer. Mais, ne pouvant frapper lui-même les hommes qu'il avait servis, il se borne à les livrer au bourreau. Le procès est instruit, et il ne manque pas même, au bas du parchemin de la sentence, le cachet de cire rouge qui en consacre la minute.

CHRONIQUE PARISIENNE

JULES VALLÈS

Si l'on voulait définir d'un trait l'homme qui vient de mourir, on pourrait dire que Jules Vallès était l'homme qui ne voulait pas pardonner. Il faudrait ajouter que la vanité et l'envie dominèrent son existence tout entière. Jules Vallès eût été bien surpris et bien indigné sans doute si on l'eût traité de sybarite. Il avait pourtant avec ceux-ci ce trait commun que le moindre heurt dans la vie lui paraissait intolérable comme une injustice dont lui seul, dans l'humanité tout entière, eût été victime. Il avait eu une enfance triste, des débuts après, comme tant d'autres. On eût compris qu'il en eût conservé cette amertume dont les meilleurs ne peuvent complètement se dégager. Vallès n'eût pas jugé cette revanche suffisante, l'amertume était devenue chez lui de la haine et combiné, avec une envie démesurée de paraître, avec cet appétit de bruit à tout prix qui fait quelquefois les héros et plus souvent les Erostrates, ce sentiment explique toute sa vie. Etonner les contemporains, dût cet étonnement être fait d'épouvante, c'était son rêve. Il semble qu'il ait touché parfois à sa réalisation.

***

Dès ses débuts dans la vie, c'est un révolté et un inclément. Son enfance, fut, dit-on, rudement menée. Lui seul cependant, témoin suspect, l'affirme. A ce que fut l'homme, on peut pressentir que l'enfant fut bien imparfait. Mais cette justice mêlée de reconnaissance que l'enfant devenu grand rend d'ordinaire à des parents sévères, Vallès s'y refusa. Le livre dans lequel il a raconté ses premières années sue la haine contre ceux qui lui donnèrent le jour. Il n'a rien pardonné. Derrière les châtiments que lui a attirés dès les premiers jours, son indiscipline naturelle, il a toujours voulu voir comme le spectre d'une société méchante et jalouse qui se refusait à le placer d'emblée sur le piédestal qu'en lui-même il se dressait. Cette instruction très réelle et très solide qu'on lui avait fait donner, qui lui permit de conquérir dans les lettres une situation honorable, il se refusait à y voir une compensation à une dureté paternelle qu'il exagérait sans doute. On l'avait armé pour le combat de la vie, mais, de l'armure, il ne voulait voir que la gêne. Il suffisait que dans son passé tout n'eût pas été excellent pour qu'il déclarât tout exécrable. Ce que la société lui avait donné, il le comptait pour rien, comme si tout lui eût été dû et qu'on lui eût fait tort de ce qui lui avait manqué.

***

Avec cela, une ambition énorme, un désir effréné de surprendre la faveur publique, non par l'éclat, mais par l'étrangeté de ses actes ou de ses déclarations. De là ces opinions, bizarres si elles eussent été réelles, bruyamment affichées. Est-ce le lettré qui a écrit ? « On mettrait le feu aux bibliothèques et aux musées qu'il y aurait pour l'humanité profit et gloire! » Non! c'est l'homme qui veut se singulariser, le saltimbanque qui frappe fort sur sa grosse caisse pour attirer la foule autour de ses tréteaux. C'est le même homme qui annonce un jour qu'il a ouvert aux bureaux de son journal un registre sur lequel pourront s'inscrire tous ceux qui trouveut le *Mysanthrope* ennuyeux. Molière le tracasse. Il daigne cependant faire grâce à Dieu qui, dit-il, « ne le gêne pas ». Il poursuit de sa haine Virgile, Homère et en général tous ceux qui ont un idéal auquel son esprit refuse de se hausser. Affectation de grossièreté qui un jour lui fera dire à un homme de lettres lui apportant pour la *Rue* quelques vers : — Vous êtes poète, monsieur ? Sortez !

***

A l'époque où il sonnait aussi bruyamment de la trompette, Vallès était, il est vrai, sous le coup du dépit que lui avait causé son départ de l'*Evénement*. Toujours à la recherche d'hommes de talent, M. de Villemessant avait aperçu dans la foule cet écrivain à l'imagination courte, mais au style chaud, coloré, d'une originalité cherchée mais réelle, d'une grande correction, assembleur de mots pittoresques plus que colligeur d'idées nouvelles. Il le fit appeler. Il lui offrit un traitement tel que Vallès, dans toute sa vanité, n'eût peut-être jamais osé le rêver à cette époque. Il lui sembla ce jour-là qu'il prenait sur la société la revanche du mal qu'elle ne lui avait jamais fait. Ce fut pour lui comme un éblouissement, auquel d'ailleurs il s'habitua fort vite. Lui, le « réfractaire » d'hier, étalant comme un drapeau la misère des mauvais jours, « il arrangea sa vie, » devait-il dire quelques jours plus tard, « sur le pied de *trente mille* francs par an. » Rien n'était pour lui ni trop beau ni trop cher. Un homme d'esprit et de talent, qui l'avait connu avant cette transformation, le rencontre un jour sur le boulevard, le cure-dent aux lèvres.

— D'où sortez-vous, mon cher Vallès ?

— Je viens de déjeuner au Café Anglais ; c'est une gargote, mais il n'y a encore que là qu'on mange à peu près !

***

Malheureusement pour Vallès, les lecteurs de l'*Evénement* n'avaient point pour lui toute l'estime qu'il se portait. Ils protestèrent, par lettres d'abord, ce qui se fut supporté, par désabonnements ensuite, ce qui était plus grave. Invité à se retirer, Vallès se défendit avec cette énergie de l'homme qui voit s'évanouir son rêve. Il eut l'idée de faire sur son nom une sorte de plébiscite et rendit compte du résultat dans sa dernière chronique. Il y cita entre autres cette opinion d'un lecteur : « Je vote pour le maintien de M. Vallès, parce qu'avant lui j'avais des insomnies. — Je l'ai mis au *non* tout de même. » écrivait Vallès, montrant ainsi que la vanité ne l'empêchait pas d'être un homme d'esprit.

***

Après l'*Evénement*, la *Rue*, après la *Rue*, le *Cri du peuple*. Cela indique la gradation. Comme tant d'autres, Vallès avait glissé de la protestation à la violence. A force de s'adresser aux masses, il avait fini par se faire entendre d'elles. Combien peu parmi ceux qui l'acclamèrent à une époque sombre de notre histoire étaient capables de deviner ce qui se cachait derrière ces sonorités dans le cri ! Qu'on y regarde d'un peu près. Si Vallès se fait l'avocat des « réfractaires », s'il pousse au noir les tableaux qu'il dessine de la vie de misère, ce n'est pas chez lui charité, pas même compassion, c'est encore de la haine mélangée de crainte. Le spectre de la misère lui cause de l'affolement. Il craint d'être sa proie. Comme ces poltrons qui chantent pour dissimuler leur trouble, il déclame contre la misère, accuse la société, la somme de faire disparaître ce qu'il qualifie de mal.

Au fond, sa grande crainte est d'être lui-même atteint de ce mal, dont il a souffert et qu'il a en horreur. Il lui semble que, si le bien-être lui était enlevé, il ne lui resterait plus rien. En réalité, il voit juste, puisqu'au malheur fondant sur lui il ne saurait opposer ni la résignation, ni l'espérance. Aussi il combat, il ne résiste à aucune poussée de la masse. Il court en avant pour qu'on croie, qu'il est en tête. Il ira jusqu'au bout, sauf cependant jusqu'à la mort. Le jour de l'écrasement de la Commune, en effet, il saura fort bien s'effacer. Il restera caché à Paris, puis fuira en Angleterre, où il attend l'amnistie, qui lui permettra de rentrer la tête haute, en disant qu'il n'a rien appris et en montrant surtout qu'il n'a rien oublié.

***

Avec le temps, il s'était cependant un peu assagi. L'âge était venu et la misère éloignée. De cet apaisement, toutefois, il ne laissait rien paraître, peut-être écrasé sous ce poids du passé dont si peu d'hommes savent se décharger honorablement. S'il lui arrivait de penser qu'il se fût trompé, il n'avait garde de l'avouer. L'orgueil le lui défendait non moins que cette indéracinable passion pour la popularité basse. Il avait ressuscité le *Cri du Peuple*, mais il y écrivait peu. Il s'éteignait, d'ailleurs, ruiné par le mal qui l'a emporté. Son œuvre politique aura, en somme, était nulle quant aux résultats obtenus. Ces misérables dont il avait fait ses clients ne lui auront dû aucun adoucissement à leur sort. On se souviendra de Vallès comme écrivain, mais son bagage sera petit. Il a voulu, dit-on, être enterré comme un pauvre, dernier mensonge d'une existence qui n'a été consacrée qu'à la recherche de l'effet et dernier effort d'une vanité maladive. — PECCADILLE.

OBSÈQUES DE JULES VALLÈS

A la maison mortuaire

Les obsèques civiles de M. Jules Vallès ont eu lieu hier après-midi. Jusqu'à onze heures et demie, le corps du défunt est resté exposé au deuxième étage du n° 77 du boulevard Saint-Michel, dans la maison de son ami, le docteur Gusbhard. Les visiteurs, reçus par groupe de dix, avaient accès à la chambre mortuaire par l'escalier principal de l'immeuble et sortaient par un escalier de service. Le cadavre, étendu sur un petit lit de fer, était recouvert d'un drap blanc; à côté du lit, on avait préparé la bière. Une jeune dame remettait à toutes les personnes qui défilaient un petit bouquet d'immortelles rouges.

Au dehors, les députations se succédaient, moins nombreuses cependant qu'aux enterrements de certains autres révolutionnaires ; deux ou trois bannières, quatre drapeaux rouges, un drapeau noir avec un ruban rouge en signe de deuil à la lance et quelques couronnes. Une foule de huit à dix mille personnes s'était formée aux abords de la maison, lorsqu'un monsieur vint annoncer à la porte que les visites à la chambre mortuaire étaient suspendues et qu'on mettait le corps de Jules Vallès dans la bière. Quelques cris de : « Vive la Commune ! » saluent ces paroles.

De tous côtés, des marchands d'immortelles offrent des bouquets aux assistants, d'autres vendent le portrait du défunt. En face du n° 73, des groupes s'ébaudissent autour du fiacre n° 1404, qui stationne auprès du trottoir et dont le cocher pérore. L'orateur n'est autre que le fameux cocher Moore, qui débite ses poésies révolutionnaires, et conseille aux ouvriers de se défaire des bourgeois.

Il n'y a guère, en effet, que des ouvriers endimanches ou en costume de travail, aux obsèques de M. Vallès ; on se désigne les membres de la Commune qui, réunis hier dans les bureaux du *Cri du Peuple*, ont adressé la convocation suivante à leur amis :

« Les membres de la Commune, présents au *Cri du Peuple*, font un chaleureux appel à leurs compagnons d'armes de 1871, aux défenseurs de la Revolution, à tous ceux qui sont restés et restent fidèles à la cause prolétarienne et socialiste, et les invitent à se rendre, aujourd'hui, aux obsèques de leur regretté collègue, le citoyen Jules Vallès.

« Amouroux, Arnaud, Avrial, Champy, Cournet, S. Dereure, Clovis Dupont, Eudes, Gérardin, Longuet, Malon, Martelet, Pottier, Régère, Urbain, Vaillant, Viard]

» Le citoyen Vaillant, ex-membre de la Commune, conseiller municipal, a été désigné par ses anciens collègues pour prendre la parole.

» La réunion a également décidé l'envoi d'une couronne spéciale. »

Des curieux garnissent l'extérieur et l'intérieur des grilles du Luxembourg, d'autres sont grimpés sur les platanes du boulevard Saint-Michel. Selon les dernières volontés du défunt, c'est le corbillard des pauvres qui stationne devant la porte, tendue de draperies noires ; des ouvriers attachent des cocardes d'immortelles rouges aux harnais des deux chevaux ; d'autres en offrent un petit bouquet au cocher, qui en orne sa boutonnière.

Le départ du cortège

Des cris : Vive la Révolution sociale ! vive la Commune ! retentissent au moment où l'on apporte le cercueil sur le char ; les amis de M. Vallès y déposent une large couronne d'immortelles avec une écharpe rouge ; le char se met en marche, suivi des rédacteurs du *Cri du Peuple* et des amis particuliers du défunt, parmi lesquels une jeune femme blonde et en larmes, qu'on dit être Mme Sévérine Guebhard. Elle donne le bras à son mari.

Le départ du convoi a donné lieu à une bousculade ; les députations sont brusquement séparées du char par le flot de manifestants, qui déborde des trottoirs du boulevard et c'est à grand'peine que les anciens membres de la Commune parviennent à se rapprocher du corps.

Des colloques s'échangent entre révolutionnaires : — Je suis révolutionnaire ! — Moi aussi. — Je suis un ancien membre de la Commune ! — Qu'est-ce que cela prouve ?

Enfin le cortège se forme, les bannières s'alignent et la manifestation promet d'être assez paisible, lorsque l'apparition d'une couronne violette avec cette inscription en lettres noires sur un fond de carton blanc : « Les socialistes allemands de Paris » soulève une clameur d'un groupe d'étudiants massés aux abords de la rue Royer-Collard : A bas les Allemands ! à bas l'Allemagne !

Les simples curieux regardent étonnés; pourquoi ce cri ? et au fur et à mesure que l'inscription apparaît, dansant au haut d'un bâton avec la couronne, la clameur augmente : A bas l'Allemagne ! vive la France !

A ces cris, les révolutionnaires répondent en agitant leurs chapeaux et leurs casquettes : « Vive la Commune ! Vive l'Internationale !

Et ces deux clameurs se suivent, grandissent, s'étendent, se répondent. Sur les trottoirs, des gens s'exaltent : A bas la Commune ! Vive la République ! Mais le cri dominant est celui de : A bas les allemands ! A bas les Prussiens !

Sur le boulevard Saint-Michel

A la hauteur de la rue Soufflot, les étudiants font une tentative pour enlever la couronne des Allemands, mais les révolutionnaires font bonne garde et répondent par des coups de canne et des coups de poing.

Au coin de la rue Du Sommerard, au premier étage, est situé le café Soufflot, à une fenêtre duquel se trouve un officier d'artillerie qui regarde, non sans étonnement, les étudiants s'arrêter sous lui en criant : « Vive la France ! » C'est une protestation contre la couronne qui se balance au milieu du cortège.

Sur le trottoir, des jeunes gens s'excitent : « Allons-nous la laisser traverser Paris ! La couronne! A bas l'Allemagne ! » C'est une clameur continuelle sur le flanc droit du cortège.

Un jeune homme d'une vingtaine d'années, vêtu d'une veste en toile bleue, ramasse une poignée de boue, qu'il lance sur la couronne ; elle éclabousse les révolutionnaires qui sourient et s'irritent ; on leur lance des oranges, des pommes, quelques pierres, tous les projectiles rencontrés chemin faisant.

Jusqu'aux tas de pierres déposés sur les trottoirs pour l'entretien des chemins qui servent de projectiles. Les consommateurs attablés devant les cafés, protestent, mêlant leurs cris à ceux des étudiants, qui renouvellent leur tentative à l'instant où le convoi s'engage sur le boulevard St-Germain. Ils sont encore repoussés.

A la hauteur de la rue St-Jacques, le combat a été assez violent. Les révolutionnaires, harcelés, se jettent sur les étudiants, qui clament sans cesse : « A bas l'Allemagne. »

L'un de ces derniers tombe ensanglanté, frappé d'un coup de canne plombée, un autre est à moitié assommé; on fuit dans les rues adjacentes, pendant que les vainqueurs reprennent leur place dans le cortège au cri de : « Vive la révolution sociale ! — Vive l'Internationale ! »

En cet endroit, un petit magasin a eu sa devanture enfoncée par les gens qui s'enfuyaient.

Pendant toute la durée du convoi, ces scènes se renouvellent.

Rue de la Roquette, au coin de la rue Daval, un cri provoque une nouvelle bagarre. On se collette de nouveau et on roule dans la boue. Les combattants se relèvent et sont tout étonnés de s'apercevoir qu'ils se sont battus entre socialistes.

Dans le cortège, en outre des notabilités du parti révolutionnaire, on remarquait MM. Laguerre, Clémenceau, Duportal, B. Gatineau, et surtout M. H. Rochefort, qui s'était mis immédiatement à la suite des rédacteurs du *Cri du Peuple*.

Rue de la Roquette, il prend les devants et, suivi d'un état-major enthousiaste, il est acclamé jusqu'au cimetière, comme cela s'était déjà produit, il y a quelques années, à l'enterrement de Blanqui.

Au cimetière

La couronne des socialistes allemands entrant enfin dans le cimetière, les protestations avaient cessé.

Sur la tombe, Rochefort a fait brièvement l'éloge de J. Vallès. Longuet et Vaillant font l'apologie de la Commune. La foule se disperse ensuite au cris de : « Vive la révolution sociale ! vive la Commune », sans autre incident.

Sur tout le parcours, on remarquait l'absence absolue de toute police.

NOUVELLES DU JOUR

M. le comte de Paris et les aumôniers des hôpitaux

Paris, 16 février. — A l'occasion de la quête qui a eu lieu hier dans toutes les églises pour les aumôniers des hôpitaux de Paris, Monsieur le comte de Paris a fait remettre la somme de mille francs à S. Em. le cardinal Guibert.

Combat naval

Shanghaï, 15 février. — L'amiral Courbet a ouvert le feu, hier matin, sur trois navires de guerre chinois réfugiés dans la rivière de Ning-Po. On attend impatiemment des détails sur l'issue de ce combat. Un brouillard intense couvre les côtes.

La mort de Gordon

Londres, 16 février, 7 h., matin. — La triste nouvelle de la mort du général Gordon peut être considérée comme officiellement confirmée.

Le général Wolseley vient de télégraphier au Caire les détails de la chute de Khartoum, qui lui ont été communiqués par un témoin oculaire.

Voici le texte de la dépêche du général Wolseley, telle que la publie aujourd'hui le *Times* :

« Korti, 15 février. — Un kawass d'Ibrahim-Bey-Ruchdi, qui a quitté Khartoum, il y a quatorze jours, rapporte que les rebelles sont entrés dans la ville le 26 janvier, à l'aube, grâce à la trahison de Faraz Pacha, qui leur ouvrit deux portes au sud de la place.

» A la première alarme, le kawass se dirigea avec son maître vers le palais du gouvernement et y rencontra le général Gordon, qui était armé et qui sortait du palais, accompagné de Mahomed-Bey, de Mustapha-Bey et de vingt kawasses. Pendant qu'ils marchaient dans la direction du consulat d'Autriche, ils firent la rencontre d'un détachement de rebelles, qui leur tira une volée, et le général Gordon tomba un des premiers. Les deux beys furent aussi tués »

M. Hansal, consul d'Autriche, fut assassiné dans sa propre maison. M Nicola, consul grec, et un médecin sont prisonniers. Le kawass a vu les deux vapeurs qui portaient le détachement conduit par sir Charles Wilson et qui durent retourner à Omdurmaa. Il donne des détails circonstanciés sur ce qu'il a vu à Khartoum lorsque la place a été occupée par les rebelles. »

Nouvelles de Rome

L'*Univers* a reçu de Rome la dépêche suivante :

« Rome, 16 février, 11 h. 50 matin. — Le cardinal Chigi est mort hier, à deux heures. Les regrets que cause cette perte sont unanimes. C'est S. Em. le cardinal Jacobini qui fera l'intérim de la secrétairerie des brefs, vacante par la mort du cardinal.

» Les funérailles auront lieu à l'église Ste-Marie du Peuple.

» Il devient probable que les cardinaux italiens seront nommés au prochain Consistoire. »

Le canal de Suez

Le Caire, 16 février. — Il paraît certain qu'une commission composée des consuls généraux, ayant chacun pour adjoint un délégué technique, se réunira prochainement au Caire pour régler les questions qui se rapportent à la libre navigation du canal de Suez.

Préparatifs belliqueux de la Russie

Londres, 16 février.

Le *Central News* reçoit de Saint-Pétersbourg, 16 février, une dépêche qui annonce que le gouvernement russe vient de donner l'ordre d'expédier aux troupes, dans l'Asie centrale, deux cents canons Krupp.

Le port de Sébastopol va être élargi et déclaré port franc.

Manifestation tumultueuse à Londres

Londres, 16 février. — 2,000 individus sans emploi ont manifesté après-midi dans Downing-Street, pendant la séance du cabinet. De nombreux policemen gardaient l'entrée des bureaux ministériels. La foule n'est pas encore dispersée. A cinq heures, enfin, la police la dispersa sans difficulté.

Société des agriculteurs de France

Séance du 10 février

La Société des agriculteurs de France a émis un vœu tendant à ce que les chevaux pour la remonte soient achetés uniquement en temps de paix, et en France, tant que les éleveurs en produiront comme aujourd'hui en quantité suffisante.

L'assemblée a voté ensuite les trois vœux suivants : 1° Exécution aussi rapide que possible des travaux d'irrigation et de dérivation du Rhône; 2° création de deux nouvelles écoles d'agriculture à Clermont et à Toulouse; 3 augmentation des Ecoles pratiques d'agriculture.

L'ESCADRE FRANÇAISE A NING-PO

L'amiral Courbet a pu atteindre une partie de l'escadre chinoise, et, à Paris comme à Shanghaï, on attend avec impatience l'issue de cette lutte. Tandis que le correspondant de l'Agence Havas mentionne le bruit qui court dans les concessions d'une rencontre entre navires français et chinois, près de Sheipoo, le correspondant du *Temps*, à Shanghaï, avise ce journal que le combat a commencé samedi matin, mais en mandant qu'un brouillard intense règne sur le littoral chinois.

Quels sont ceux des navires chinois qui sont aux prises avec nos bâtiments? Très probablement